

EN COUVERTURE

L'Europe bientôt seule face à Vladimir Poutine ?

Incertitudes.

L'UE n'est pas préparée à un retour de Trump.

PAR EMMANUEL BERRETTA
ET JULIEN PEYRON

Est-ce la beauté du paysage ? L'ivresse des sommets ? Juché à 3 470 mètres d'altitude, en haut de la pointe Helbronner, Josep Borrell adopte un ton papal lorsqu'il se confie au *Point*. Le soleil éclaire le versant italien du Mont-Blanc ce 20 décembre, mais le diplomate en chef de l'Union européenne (UE) sait que l'horizon a rarement été aussi menaçant pour le Vieux Continent. Lassitude du camp occidental en Ukraine, poussée populiste à l'approche des élections européennes de juin, possible retour de Donald Trump à la Maison-Blanche... l'Europe est-elle prête pour l'année 2024 ? « On ne doit pas avoir peur. Moi, ce qui me fait peur, c'est la peur. Si celle-ci devient un stimulus, on va prendre de mauvaises décisions. Et, si on vote avec la peur au ventre, les élections européennes peuvent devenir aussi dangereuses pour nous que l'élection américaine. » Le haut représentant des Vingt-Sept pour les Affaires étrangères est l'invité d'honneur d'une conférence organisée par le think tank Le Grand Continent dans la vallée d'Aoste. Après son discours, il a pris le téléphérique pour monter admirer la vue. L'occasion de respirer, dans une actualité étouffante. « Tout le monde me demande si la Russie va gagner la guerre en cas de retrait américain. Je ne suis ni optimiste ni pessimiste, je suis activiste. Je préférerais qu'on m'interroge sur l'Europe et les moyens dont elle doit se



doter pour contrer l'impérialisme russe. Sommes-nous prêts, dans ce domaine-là aussi, au "quoi qu'il en coûte" ? » L'expression renvoie à de précédents orages : la crise de la dette, celle du Covid... Josep Borrell veut sonner le réveil et convoquer l'esprit de 2010 puis de 2020. À l'époque, l'UE avait vacillé, mais elle avait tenu bon. L'heure est plus grave aujourd'hui, selon l'Espagnol, car c'est la sécurité de l'Europe qui est en jeu. Et une élection de Trump compliquerait encore plus les choses.

« **Fatigue.** » « *Nato is dead. In case of a new war in Europe, forget it.* » (« L'Otan est morte. En cas de nouvelle guerre en Europe, oubliez-la. ») Donald Trump ne pouvait pas être plus explicite en janvier 2020, lorsqu'il rencontrait Ursula von der Leyen pour la première fois. La présidente de la Commission avait dû, ce jour-là, affronter un Trump rouge de colère qui s'était levé de sa chaise pour hurler tandis qu'elle rentrait la tête dans les épaules. « Vous me

Avis de tempête.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, face au président russe, Vladimir Poutine. Cette « œuvre » a été présentée lors de l'édition 2023 du carnaval de Mayence, en Allemagne.

devez 2 milliards de dollars ! » avait érué le locataire de la Maison-Blanche, ne sachant plus bien s'il s'adressait à la présidente de la Commission ou à l'ex-ministre allemande de la Défense. L'ex-président n'a pas changé d'avis depuis sa cure d'opposition, et la première chose à laquelle il dit vouloir se consacrer s'il revient au pouvoir sera de mettre un terme à la guerre en Ukraine. Josep Borrell a beau appeler à l'unité derrière Kiev, des signes de « fatigue » se font sentir. Le Néerlandais Geert Wilders et le Slovaque Robert Fico suggèrent à voix haute qu'il serait préférable d'accompagner, en sauvant les meubles, la négociation forcément perdante de Zelensky face à Poutine. Giorgia Meloni l'a concédé elle aussi lors d'un canular téléphonique organisé par des « humoristes russes ». Viktor Orban n'est peut-être plus isolé dans sa ligne pro-Poutine. « Que se passera-t-il en cas de changement aux Etats-Unis ? s'interrogeait le Premier ministre hongrois dans un discours, le 22 novembre,

ANDREAS ARNOLD/DPA VIA MAXPPP

en Suisse. *L'Amérique regroupera alors ses forces et peut-être tournera le dos à la situation. [...] Nous devons supporter tout le fardeau financier d'un règlement. [...] L'Europe n'a pas d'argent pour une telle aventure, pour une telle entreprise.* » La question a agité le Conseil européen des 14 et 15 décembre. Les Vingt-Sept devaient décider d'une enveloppe de 50 milliards d'euros d'aides à l'Ukraine, étalées jusqu'en 2027. L'unanimité était requise. Viktor Orban a bloqué la décision. La discussion est reportée à ce mois de janvier. Le Hongrois prétexte qu'il préfère aider l'Ukraine de manière bilatérale et hors budget communautaire... Mais, si l'on s'abstient d'inscrire les subventions dans le budget européen jusqu'en 2027, il faudra y revenir tous les ans. Pourquoi le Hongrois privilégie-t-il l'annualité plutôt que le long terme ? « Parce qu'il veut pouvoir disposer chaque année d'un levier sur l'Ukraine et l'UE », explique un diplomate. Une manière de tenir en joue l'Europe dans ce conflit qu'il réprouve. Bien sûr, la Hongrie est capable d'une volte-face. Ce ne serait pas la première fois. Elle l'a fait en acceptant l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine. Si une solution n'est pas trouvée rapidement, la Commission devra économiser sur la politique agricole commune, les fonds de cohésion, la recherche, Erasmus... pour soutenir les Ukrainiens. À quelques mois des européennes, l'UE ne peut pas prendre aux agriculteurs pour aider Kiev : cela serait dévas-

tateur et paverait la route des extrêmes vers le Parlement européen.

Des échanges vifs sur le « manque de loyauté de l'allié américain » ont eu lieu lors de la conférence du Grand Continent en Italie. Le constat d'une Europe seule face à son destin est en train de s'imposer. Mais que ce fut long, déplore Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation proeuropéenne Robert-Schuman. « L'UE bâtit sa souveraineté stratégique à la vitesse de l'escargot pendant que les mauvaises nouvelles venues d'Amérique volent en escadrille. » Parmi les orateurs, l'ancien président du Conseil italien Enrico Letta, désormais président de l'Institut Jacques-Delors, et la secrétaire d'État française chargée de l'Europe, Laurence Boone. « Les États-Unis nous démontrent qu'ils se fichent bien de l'Europe », a lancé un des intervenants. « Nous sommes peut-être encore des amis, mais nous sommes surtout des concurrents », a renchéri un autre. Parmi les problèmes relevés par les participants : l'Europe est très loin d'avoir unifié son armement, ce qui est coûteux et peu efficace. Il existe, au sein de l'UE, 17 types de chars de combat, contre un seul aux États-Unis. L'Europe dispose de 20 types d'avions de combat, quand les Américains en ont six. En première ligne face à Poutine, la Pologne se réarme à marche forcée, mais avec du matériel venu des États-Unis ou de Corée du Sud. Les missiles antiaériens Patriot sur son territoire ne peuvent être mis en œuvre que par...

des Américains. On ne compense pas plus d'un demi-siècle d'inertie en quelques années. « Malgré de nombreuses avancées, les Européens n'ont pas encore compris que la sécurité de l'Europe dépendait d'abord de leurs efforts communs de défense au sens le plus large et ne parviennent pas à se hisser ensemble à la hauteur des dangers qui se rapprochent », regrette Jean-Dominique Giuliani.

Mur. Un autre conflit pèse sur la relation entre Bruxelles et Washington : la guerre commerciale lancée le 1^{er} juin 2018 par Donald Trump et qui n'a jamais pris fin. La principale mesure économique de Joe Biden, le plan de relance baptisé Inflation Reduction Act (IRA), a été qualifiée par Josep Borrell de « politique la plus protectionniste depuis les années 1930 ». L'UE a même envisagé de porter plainte auprès de l'OMC. L'IRA a rehaussé le mur tarifaire érigé par Trump aux frontières de l'Amérique, aux dépens des entreprises étrangères, notamment européennes. Selon les économistes Handley, Karmal et Monarch, du National Bureau of Economic Research, la hausse des tarifs douaniers fait perdre 1,4 milliard de dollars par mois aux États-Unis, et elle a réduit la croissance des exportations américaines de 2 % par rapport à ce qu'elle aurait dû être sans les barrières douanières... Peu importe pour Biden, la lutte contre l'inflation et pour la croissance est à ce prix. Trump veut aller encore plus loin, en créant une taxe uniforme de 10 % qui s'appliquerait à tous les produits entrant aux États-Unis. Mais l'Europe a – pour une fois – anticipé la manœuvre américaine. Selon les informations du *Point*, la Commission étudie déjà plusieurs scénarios de riposte ■

« L'Europe n'a pas d'argent pour une telle aventure. » Viktor Orban à propos du conflit russo-ukrainien